

Enveloppes urbaines (valeur 2010)

Fiche
indicateur
n°2

Objectif de l'opération :

Généralement appelée sous le vocable de « tâche urbaine », l'enveloppe urbaine est définie comme l'aire délimitant un ensemble de parcelles construites à une date donnée. Cette enveloppe urbaine constitue une référence spatiale permettant de localiser une limite des constructions selon différents critères de conception¹. Ces critères sont adaptables en fonction de la définition attribuée à cette enveloppe urbaine (artificialisation, aire d'habitat, aire d'activité, etc.).

L'enveloppe urbaine sert de référentiel pour contribuer à l'évaluation de la consommation de l'espace dans les documents d'urbanisme.

Mode de calcul

Plusieurs étapes sont nécessaires à la réalisation de l'enveloppe urbaine :

- 1- sélection dans la table des parcelles des fichiers fonciers 2011 (parcelles de type vecteur ou image disposant d'un local ('nlocal'>0)) selon la méthode du CEREMA DTer Nord-Picardie. Ainsi seules les parcelles construites à la date de mise à jour des fichiers fonciers sont sélectionnées. Les parcelles contenant des locaux non datés ('jannatmin'=0) sont également sélectionnées.
- 2- dilatation de 50 m à partir des limites de la parcelle ou du carré des parcelles non vectorisées et fusion des aires de dilatation.
- 3 – érosion de 50 m sur la couche précédente pour constitution finale de l'enveloppe urbaine.

De nombreux objets apparaissent sous forme de nuage à l'échelle régionale. Le CEREMA DTer Nord-Picardie préconise d'appliquer un filtre pour ôter les regroupements de parcelles bâties de moins de 4 unités. Cette étape (réalisée²) n'a pas été retenue pour conserver le détail du calcul de l'indicateur (à l'échelle communale en particulier). Par contre elle a été appliquée pour les indicateurs relatifs aux dents creuses (F10) et à la mutabilité du foncier (F13).

Variables utilisées :

Table : dXX_aaaa_pnb10_parcelle - nom des variables	
NLOCAL	Nombre de locaux
JANNATMIN	Année de construction du local le plus ancien
VECTEUR	Parcelle vectorisée ou non

Tableau 1: Liste des variables utilisées pour le calcul des indicateurs.

Représentation des résultats:

La carte ci-après illustre la répartition des enveloppes urbaines à l'échelle régionale. Elle n'a pas fait l'objet d'une sélection des regroupements de moins de 4 parcelles bâties. De ce fait, on observe avec plus de détails certaines particularités de la répartition spatiale des zones bâties. Ces différences peuvent être attribuées à la structure foncière des zones agricoles (typologie culturelle, géométrie parcellaire, modes culturels d'implantation des fermes, etc.), à des modes d'urbanisation en mitage selon les territoires ou au contraire, à des formes plus intensifiées de ce développement résidentiel (aspect régulateur des documents d'urbanisme par exemple).

¹ Cf. « Fiche 1.3 : Constitution d'une tâche urbaine » - Groupe de travail sur la mesure de la consommation d'espaces à partir des fichiers fonciers, DGALN, PCI Foncier et Stratégies Foncières, CERTU, juin 2013, version provisoire, 6p.
Et « Fiche 2.3 : Progression des tâches urbaines résidentielles », Groupe de travail sur la mesure de la consommation d'espaces à partir des fichiers fonciers, DGALN, PCI Foncier et Stratégies Foncières, CERTU, avril 2013, version provisoire, 8p.

² Deux tables sont fournies dans le cadre de l'étude : une sans filtre et une avec le filtre de moins de 4 parcelles bâties.

Dans un même département, ces différentes formes d'enveloppes urbaines sont identifiables. Par exemple dans les Deux-Sèvres, la périphérie de Parthenay est composée d'un ensemble dispersé d'habitat représenté par une enveloppe urbaine en nuage de points. Au contraire, la périphérie de Niort est marquée par des enveloppes plus larges mais davantage concentrées.

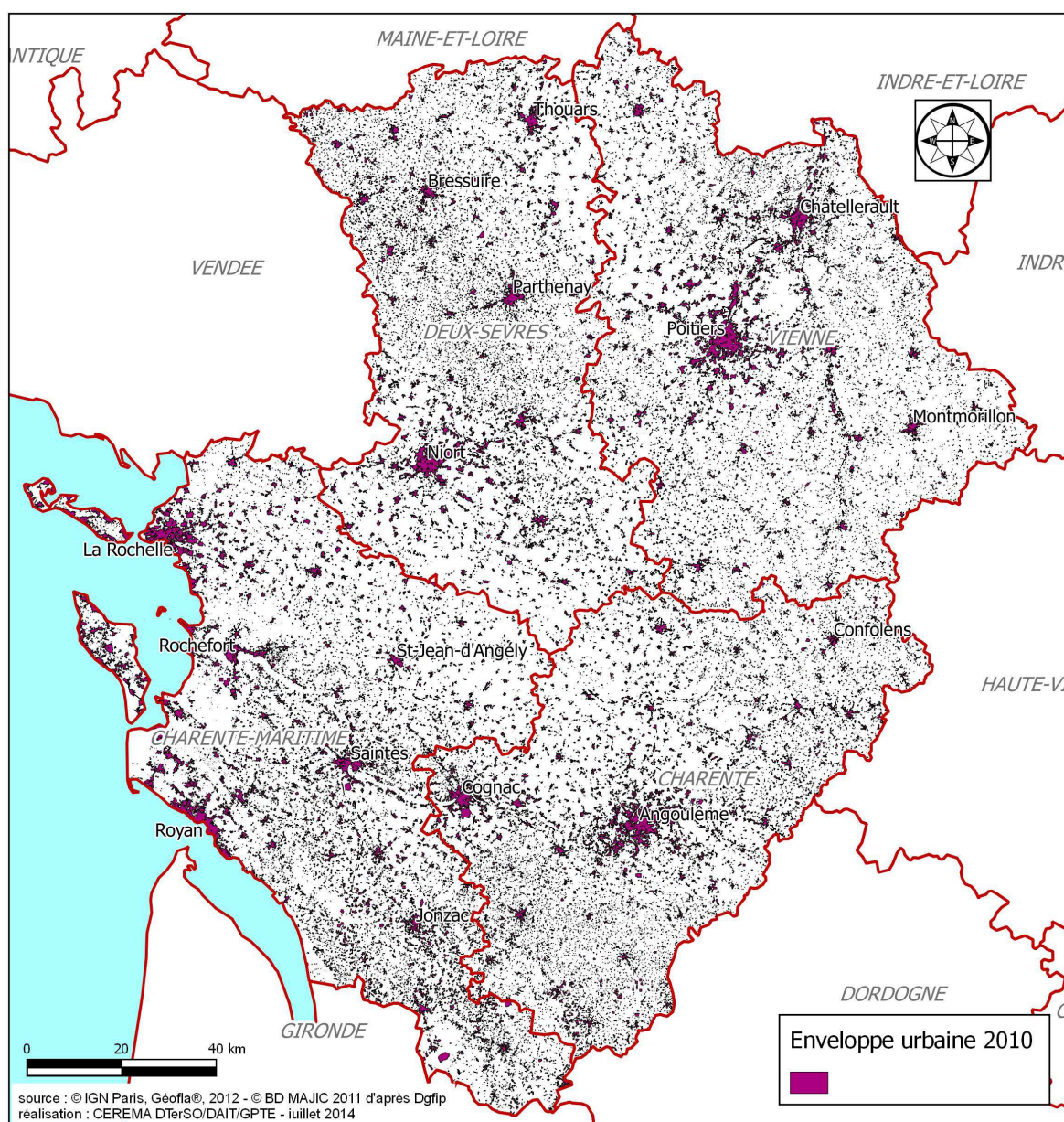


Illustration 1: Enveloppes urbaines 2010 à l'échelle régionale. Les unités de moins de 4 parcelles bâties sont conservées, fournissant un "nuage" de points dans la couverture spatiale.

Limites et précautions d'usage :

Les enveloppes définies dépendent fortement des choix méthodologiques et en particulier de la taille du tampon. Par exemple, la DDT de Haute-Savoie applique un rayon de dilatation de 40m et d'érosion de 25m. En DREAL Limousin, le rayon d'érosion est de 15m pour un rayon de dilatation de 40m.

Ces enveloppes urbaines ne doivent donc pas être comparées à ce que l'on pourrait mesurer à partir d'une photo-interprétation par exemple. L'objectif est de disposer d'un référentiel pour effectuer une analyse comparative à partir de la même démarche, sans pour autant effectuer un calcul précis à l'hectare consommé près.

Certaines parcelles bâties ne sont pas identifiables du fait qu'elles ne sont pas vectorisées. Par ailleurs, certaines surfaces ne sont pas cadastrées et appartiennent pourtant aux zones urbanisées (parcs urbains et équipements sportifs par exemple).

L'exercice d'analyse entre deux dates présente quelques limites par exemple sur les parcelles à usage d'activité. Contrairement aux locaux d'habitation, les dates de construction sont parfois mal renseignées ('jannatmin'). Sur les locaux d'habitation, il est possible de réaliser une analyse comparative plus fiable des enveloppes urbaines et de consolider les indicateurs d'évolution.

Par contre, ce type de traitement n'intègre pas les évolutions du parcellaire (divisions, fusions de parcelles) entre les deux dates comparées. Les évolutions liées aux démolitions, densifications ou renouvellement urbain ne sont pas intégrées.

Enfin, dans le cas des copropriétés et des unités foncières multi-parcellaires, la construction de la tâche ne prend en compte que les parcelles de référence, d'où une sous-estimation de l'emprise réelle³.

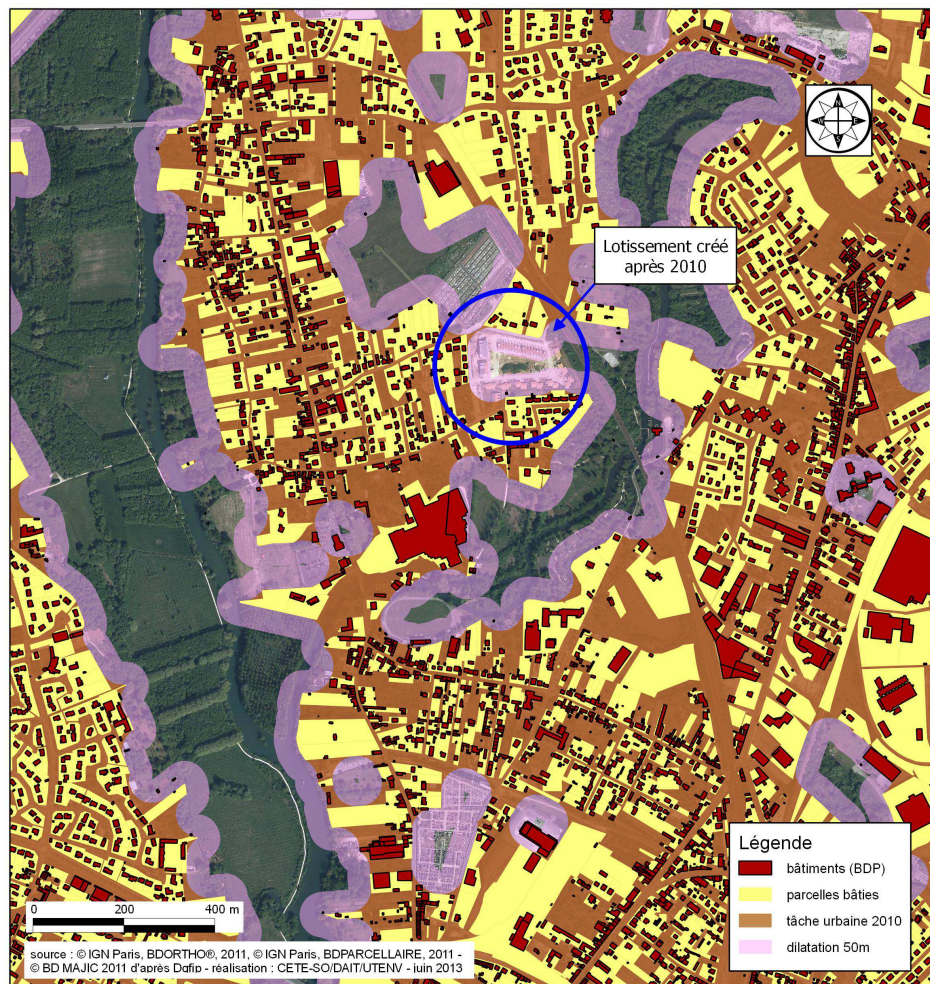


Illustration 2: Exemple d'emprise urbanisée non intégrée dans la tâche urbaine du fait de nouvelles constructions.

3 Cf. CEREMA DTer Nord-Picardie, fiche 5.1 : « Les unités foncières et les copropriétés multi-parcellaires – méthodes de reconstitution ».

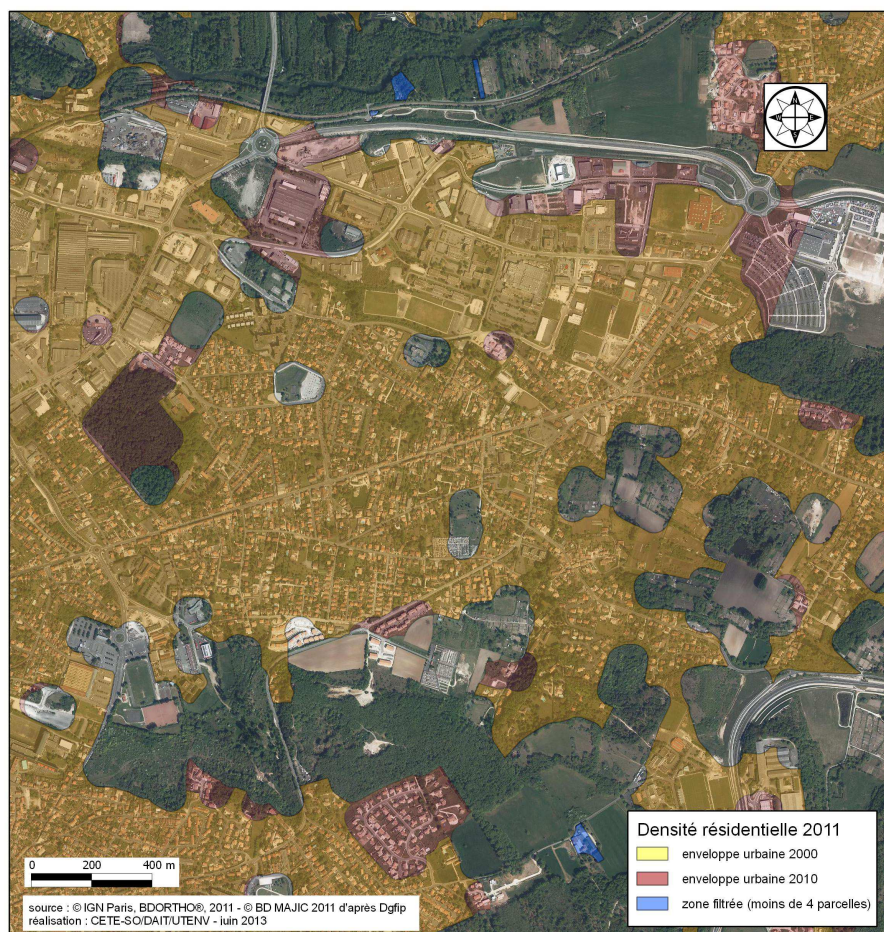


Illustration 3: Comparaison des aires des enveloppes urbaines selon les millésimes 2000 et 2010. Mise en évidence des limites de la démarche.

L'extrait ci-dessus permet de comparer les aires des enveloppes urbaines des millésimes 2000 et 2010. On constate plusieurs observations au regard de la BD Ortho 2011. Certaines extensions urbaines récemment construites ne sont logiquement pas intégrées dans l'enveloppe de 2010. Par ailleurs, l'étape d'érosion peut ôter certaines parcelles pourtant construites à l'intérieur de l'enveloppe. De la même manière, des parcelles essentiellement boisées peuvent être partiellement ou entièrement associées dans l'enveloppe urbaine par la simple présence d'un local.

Les parcelles en bleu représentent des unités de moins de 4 parcelles bâties que nous avons isolées en utilisant la méthode initiale du CEREMA DTer Nord-Picardie. Les dernières évolutions méthodologiques incitent à ne pas effectuer de filtrage.

Livraison des fichiers suivants :

Tables Postgresql :

- r54_2000_tu (enveloppe urbaine régionale 2000)
- r54_2000_tu_filtree (enveloppe urbaine régionale 2000 avec filtre)
- r54_2010_tu (enveloppe urbaine régionale 2010)
- r54_2010_tu_filtree (enveloppe urbaine régionale 2010 avec filtre)

Scripts :

- f2.sql

Réalisation :

CEREMA DTer Sud-Ouest
rue Pierre Ramond – CS 60013
33166 Saint-Médard-en-Jalles

Contacts :

Didier Labat - Tél. : 05 56 70 66 24
didier.labat@developpement-durable.gouv.fr
Aurelien Andrieu - Tél. : 05 56 70 66 23
aurelien.andrieu@developpement-durable.gouv.fr

Maîtrise d'ouvrage :

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Poitou-Charentes
15 rue Arthur Ranc - BP 539
86020 Poitiers Cedex

Contacts :

Bénédicte Chautard - Tél. : 05 49 55 65 78
benedicte.chautard@developpement-durable.gouv.fr
Stéphanie Cadot – Tél : 05 49 55 65 33
Stephanie.Cadot@developpement-durable.gouv.fr